

## Annexe 1 de la procédure interne de recueil et de traitement des signalements JUR01

## AUTEUR DU SIGNALLEMENT

Nom	Prénom	Téléphone	Anonyme*			
Société	Téléphone	Email				
Contrat :	CDI	CDD	Intérimaire	Stagiaire	Apprentissage	Autre

\* Le lanceur d'alerte peut choisir de rester anonyme. Il ne pourra alors être tenu informé des suites données à son signalement.

## SITUATION SIGNALÉE

vérifier au préalable que celle-ci entre dans le champ d'application indiqué au paragraphe 2.2 de la procédure de signalement

QUI ? Qui est impliqué ? Quels sont les témoins ?	QUOI ? Quelle est la situation ? Quel est le sujet ?
OÙ ? Quel est le lieu de survenance ?	QUAND ? À quel moment cela a-t-il (eu) lieu ?
COMBIEN ? Combien de fois est-ce arrivé ou Quel est le coût ?	COMMENT ? Dans quelles conditions cela se produit-il ?
POURQUOI ? Y a-t-il des raisons connues, des causes, qui ont amené à cette situation ?	
<input type="checkbox"/> En cochant cette case, j'atteste être de bonne foi : à ma connaissance, les faits que je signale ne comportent aucune erreur.	
Comment en avez-vous été informé ?	
<input type="checkbox"/> J'ai obtenu les informations dans le cadre professionnel <input type="checkbox"/> J'en ai eu personnellement connaissance hors cadre professionnel <input type="checkbox"/> Autre	Veuillez svp détailler :
Le formulaire de signalement complété est transmis par mail à <a href="mailto:referent-alerte@groupeks.com">referent-alerte@groupeks.com</a>	

**ATTENTION la partie ci-après est réservée au traitement du signalement**

Référence Alerte :

Date de réception du signalement :

Accusé de réception transmis à l'émetteur le :

**ANALYSE DE RECEVABILITÉ**

Référents ayant fait l'analyse

Date d'analyse de recevabilité :

**Les informations signalées concernent des situations susceptibles de constituer :**

- Un crime ou un délit ;
- Une menace ou un préjudice pour l'intérêt général ;
- Une violation ou une tentative de dissimulation d'une violation d'un engagement international régulièrement ratifié ou approuvé par la France, d'un acte unilatéral d'une organisation internationale pris sur le fondement d'un tel engagement, du droit de l'Union Européenne, de la loi ou du règlement

Oui      Non

**Les informations signalées NE concernent PAS des faits protégés par :**

- Le secret de la défense nationale,
- Le secret médical,
- Le secret des délibérations judiciaires,
- Le secret de l'enquête ou de l'instruction judiciaire,
- Le secret des relations entre un avocat et son client.

Oui      Non

**L'auteur du signalement entre dans le champ d'application défini au §2.1 de la procédure de signalement**

- Il est par ailleur une personne physique ;
- Il signale ou divulgue sans contrepartie financière directe ;
- Il se déclare de bonne foi (non-connaissance au moment du signalement du caractère erroné des faits signalés) ;
- Il déclare avoir obtenu les informations dans le cadre professionnel, ou en a eu personnellement connaissance ;

Oui      Non

**A l'issue de l'analyse, le référent déclare le signalement recevable au titre de la procédure de signalement :****TRAITEMENT DU SIGNALLEMENT**

Date d'information du CODIR

Personne faisant l'objet du signalement informée le :

**Commission Éthique**

Nom - Prénom	Fonction	Juridique
Nom - Prénom	Fonction	QSE
Nom - Prénom	Fonction	Ressources Humaines
Nom - Prénom	Fonction	
Nom - Prénom	Fonction	

Décision du CODIR sur les suites données au signalement :

Date finalisation arbitrage CODIR

Date de la réponse écrite formulée à l'auteur du signalement non anonyme précisant les mesures envisagées ou prises pour évaluer l'exactitude des allégations et, le cas échéant, remédier à l'objet du signalement :

**CLÔTURE DU SIGNALLEMENT**

Date clôture :

Information du CODIR le :

Information auteur et mis en cause: